MTL.

- 2 91 SEP 1961
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.
Coordination (2)

L.7604/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 4 septembre 1961, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 12 septembre 1961, a donné le 13 septembre 1961 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 4e september 1961 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting, wat de inkomsten van onroerende goederen betreft", zoals het door de Minister op 12 september 1961 gewijzigd werd, heeft de 13e september 1961 het volgend advies gegeven :

L'article 1er, alinéa 2, rappelle que les revenus cadastraux nouveaux sont établis conformément à l'article 11 de la loi du 14 juillet 1955 en fonction du marché immobilier du premier semestre de 1955. Cette règle peut être déjà déduite du texte de l'article 11 précité, mais le Gouvernement entend préciser sans équivoque la dérogation qui a été apportée à l'article 2, 7°, de la loi du 14 juillet 1955 (nouvel article 5, § 5, a, des lois coordonnées), selon lequel le revenu cadastral des types est fixé en fonction du marché immobilier du premier semestre de l'année qui précède celle pour laquelle les résultats de la péréquation cadastrale servent de base à la perception de la contribution foncière.

\+

\+ \+

Au dernier membre de phrase de l'article 3, 1°, les termes "l'immeuble par destination" devraient être remplacés par "d'immeuble par destination".

\+

\+ \+

L'article 3, 3°, ajoute un paragraphe 3 à l'article 33 des lois coordonnées dans le but d'éviter toute extension de la portée des clauses conventionnelle qui mettent l'impôt foncier à charge du locataire. Pareilles clauses ne peuvent avoir effet, dans le régime

.../...

actuel, qu'à l'égard de la contribution foncière et des centimes additionnels. Elles sont inopérantes en ce qui concerne la contribution nationale de crise qui, en vertu de l'article 4, § 1er, alinéa 4, des lois coordonnées relatives à cette contribution, ne peut jamais être mise à charge des locataires, nonobstant toute convention contraire.

Comme le projet incorpore la contribution nationale de crise à la contribution foncière, il prévoit logiquement que le locataire ne peut être tenu de supporter que les deux tiers de la nouvelle contribution foncière lorsque la convention aura été conclue sous l'empire des anciennes dispositions.

Les dispositions nouvelles relatives à la contribution foncière devront entrer en vigueur à partir de l'exercice 1962. La disposition de l'article 3, 3°, devrait, dès lors, s'appliquer aux conventions conclues avant le 1er janvier 1962.

\+

\+ +

L'article 40, alinéa 1er, des lois coordonnées indique, sous a, b, c, les revenus des propriétés foncières qui doivent être déclarés à l'impôt complémentaire personnel.

L'article 4 du projet, tel qu'il est amendé, tend à introduire, après cette énumération,

.../...

un nouvel alinéa 2 qui modifie la portée du littéra a. Une meilleure concentration des textes serait obtenue si l'on se bornait à compléter ce littéra, sans créer un alinéa nouveau dans l'article. La disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 4.-

A l'article 40 des mêmes lois coordonnées, l'alinéa 1er, a, modifié par l'article 20, § 1er, de la loi du 8 mars 1951, est remplacé par le texte suivant :

"a. le revenu servant de base à la contribution foncière de l'année antérieure pour les biens situés en Belgique, à l'exclusion du revenu afférent aux immeubles ou parties d'immeubles que le contribuable a affectés à l'exercice de son activité professionnelle".

\+

\+ \+

L'article 6 du projet, tel qu'il est amendé, modifie l'article 52 des lois coordonnées, notamment en ses paragraphes 2 et 4. Cet article 6 accentue la différence de traitement qui existe entre les redevables selon qu'ils sont propriétaires ou qu'ils sont locataires des immeubles affectés à l'exercice de leur profession.

Dans le premier cas, ils ne pouvaient certes déduire de leurs revenus bruts la valeur locative réelle de ces immeubles, mais le revenu cadastral de ceux-ci

.../...

était à considérer comme revenu déjà taxé. Cette différence de traitement a été établie dans son principe par l'arrêté royal du 3 juillet 1939 et par l'article 7, 1°, de la loi du 8 mars 1951 (voir l'arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 1956, Pas. I. 999).

Ils ne pourront désormais que déduire de la taxe professionnelle l'impôt foncier à l'exclusion des additionnels provinciaux et communaux dont le paiement se voit par conséquent refuser le caractère de charge professionnelle.

Au contraire, dans le second cas, le redevable locataire peut déduire à titre de dépense professionnelle le montant du loyer, outre les impôts mis à sa charge par le bailleur et qui sont l'accessoire du loyer.

\+

\+ \+

Par ailleurs, cette disposition gagnerait à être rédigée de manière que la règle de la déduction des impôts cédulaires opérée sur les revenus déjà taxés, qui figure au paragraphe 2, soit transférée au paragraphe 4 qui contient déjà l'indication des charges et frais à déduire des revenus déjà taxés.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 6.-

L'article 52 des mêmes lois coordonnées est modifié comme suit :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Sont considérés comme revenus déjà taxés, les revenus des éléments d'actif, fussent-ils imposés à un taux réduit ou légalement exonérés de tout impôt cédulaire.

Ne sont pas considérés comme revenus déjà taxés :

a) le revenu cadastral des immeubles;

b) les intérêts de créances et de dépôts à caractère professionnel visés à l'article 18";

2° au § 3, modifié par l'article 27 de la loi du 8 mars 1951 :

a) à l'alinéa 1er, les mots "Les revenus cités aux littéras a et b du § 2" sont remplacés par les mots "Les revenus visés au § 2";

b) à l'alinéa 2, a, les mots "d'immeubles" sont remplacés par les mots "d'immeubles situés à l'étranger";

3° au § 4, le littéra b est remplacé par le texte suivant :

"b) de leur quote-part proportionnelle dans les frais généraux d'administration;

c) de la taxe mobilière afférente à ces revenus";

4° il est inséré un § 9bis libellé comme suit :

"... texte du projet du Gouvernement ... ".

\+

\+ \+

.../...

L'article 9, 1°, du projet amendé abroge l'article 4 des lois coordonnées relatives à la contribution nationale de crise. Le § 1er, alinéa 3, de la disposition abrogée prévoit un taux uniforme de 1 p.c. pour certaines habitations sociales. Le projet ne prévoit pas d'avantage correspondant.

A l'article 9, 1°, au lieu de "... modifié par l'article 33, 2°, de la loi du 8 mars ... ", il convient d'écrire : "modifié par l'article 33, 2°, de la loi du 8 mars 1951".

Artikel 1, tweede lid, herinnert eraan, dat de nieuwe kadastrale inkomens overeenkomstig artikel 11 van de wet van 14 juli 1955 worden vastgesteld op grond van de markt der onroerende goederen van het eerste semester 1955 . Die regel kan reeds worden afgeleid uit de tekst van het evengenoemde artikel 11. De Regering wenst echter een ondubbelzinnige verduidelijking te geven van de bij artikel 2, 7°, van de wet van 14 juli 1955 ingevoerde afwijking (nieuw artikel 5, § 5, a, van de gecoördineerde wetten), luidens hetwelk het kadastraal inkomen der typen wordt bepaald in functie van de markt der onroerende goederen van het eerste semester van het jaar voorafgaand aan datgene waarvoor de uitkomsten van de kadasterperekwatie tot grondslag van de inning van de grondbelasting dienen.

\+

\+ \+

In de Franse tekst van het laatste zinsdeel van artikel 3, 1°, vervange men de woorden "l'immeuble par destination" door "d'immeuble par destination".

\+

\+ \+

Artikel 3, 3°, van het ontwerp voegt een paragraaf 3 toe aan artikel 33 van de gecoördineerde wetten met de bedoeling te voorkomen dat aan conventionele bedingen die de grondbelasting ten laste van de huurder brengen, enige ruimere strekking wordt gegeven .

.../...

Onder de huidige regeling kunnen zulke bedingen alleen voor de grondbelasting en de opcentiemen gelden. Zij zijn onwerkzaam terzake van de nationale crisisbelasting, die krachtens artikel 4, § 1, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op die belasting, nooit ten laste van de huurders mag komen zelfs al is anders bedongen.

Daar het ontwerp de nationale crisisbelasting opneemt in de grondbelasting, ligt het in de rede dat het ook bepaalt dat de huurder, wanneer de overeenkomst op grond van de vroegere bepalingen is gesloten, niet kan worden verplicht meer dan twee derde van de nieuwe grondbelasting te dragen.

De nieuwe voorzieningen met betrekking tot de grondbelasting moeten in werking treden met ingang van het dienstjaar 1962. Het bepaalde in artikel 3, 3°, dient derhalve op de vóór 1 januari 1962 gesloten overeenkomsten toepassing te vinden.

\+

\+ \+

Artikel 40, eerste lid, van de gecoördineerde wetten vermeldt sub a, b en c, de in de aanvullende personele belasting aan te geven inkomsten uit grondeigendommen.

.../...

Artikel 4 van het ontwerp, zoals het is geamendeerd, bedoelt na die opsomming een nieuw tweede lid in te voegen, dat de strekking van de tekst onder a wijzigt. Een eenvoudige aanvulling van die littera, zonder vorming van een nieuw lid, zou de teksten beter concentreren. De bedoelde bepaling ware als volgt te stellen :

"Artikel 4.-

In artikel 40 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt het eerste lid, a, gewijzigd bij artikel 20, § 1, van de wet van 8 maart 1951, door de volgende tekst vervangen :

"a. het inkomen dat als grondslag dient voor de grondbelasting van het vorig jaar voor de in België gelegen goederen, met uitsluiting van het inkomen uit onroerende goederen of gedeelten van onroerende goederen die de belastingplichtige voor de uitoefening van zijn beroepswerkzaamheden heeft bestemd".

\+

\+ +

Artikel 6 van het ontwerp, zoals het is geamendeerd, wijzigt artikel 52 van de gecoördineerde wetten, met name in de paragrafen 2 en 4. Het verscherpt het verschil in behandeling tussen de belastingschuldenaars naargelang zij eigenaar of huurder van de voor de uitoefening van hun beroep bestemde onroerende goederen zijn.

.../...

Mochten zij in het eerste geval de werkelijke huurwaarde van die goederen niet aftrekken van hun bruto-inkomsten, toch was het kadastraal inkomen daaruit als een reeds aangeslagen inkomen aan te merken. Dit verschil in behandeling is, althans in principe, ingevoerd bij koninklijk besluit van 3 juli 1939 en artikel 7, 1°, van de wet van 8 maart 1951 (zie arrest van het Hof van cassatie van 18 mei 1956, Pas. I. 999).

Voortaan zullen zij alleen de grondbelasting, met uitsluiting van de provinciale en gemeentelijke opcentiemen, waarvan de betaling dus niet meer als een bedrijfslast zal worden beschouwd, in mindering van de bedrijfsbelasting mogen brengen.

In het tweede geval daarentegen mag de belastingschuldige huurder het bedrag van de huur benevens de door de verhuurder te zijnen laste gebrachte, bij de huur komende belastingen als bedrijfsuitgave aftrekken.

\+

\+ \+

De bedoelde bepaling ware overigens zó te stellen, dat de thans in § 2 neergelegde regel betreffende de aftrekking van de cedulaire belasting van reeds aangeslagen inkomsten wordt overgebracht naar § 4, die al aangeeft welke lasten en kosten daarvan in mindering komen.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 6.-

Artikel 52 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt als volgt gewijzigd :

1° paragraaf 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. Als reeds aangeslagen inkomsten worden beschouwd, inkomsten uit activabestanddelen, al waren ze naar een verlaagde belastingvoet aangeslagen of wettelijk van alle cedulaire belasting vrijgesteld.

Als reeds aangeslagen inkomsten worden niet beschouwd :

a) het kadastraal inkomen uit onroerende goederen ;

b) de in artikel 18 bedoelde interesten van schuldvorderingen en deposito's met bedrijfskarakter";

2° in § 3, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 8 maart 1951 :

a) worden in het eerste lid de woorden "De sub litteras a en b van § 2 vermelde inkomsten" vervangen door de woorden "de in § 2 bedoelde inkomsten" ;

b) worden in het tweede lid, a, het woord "immobiliën" vervangen door de woorden "in het buitenland gelegen immobiliën" ;

.../...

3° in § 4 wordt littera b door de volgende tekst vervangen :

"b) van hun evenredig aandeel in de algemene beheerskosten ;

c) van de mobiliënbelasting op die inkomsten" ;

4° een als volgt luidende § 9bis wordt ingevoegd : "... (zie tekst van het Regeringsontwerp) ...".

\+

\+ +

Artikel 9, 1°, van het geamendeerd ontwerp heft artikel 4 van de gecoördineerde wetten betreffende de nationale crisisbelasting op. Paragraaf 1, derde lid, van de opgeheven bepaling stelt voor bepaalde volkswoningen een eenvormig tarief van 1 t.h. vast. Een overeenkomstig voordeel wordt in het ontwerp niet verleend.

In de Franse tekst van artikel 9, 1°, leze men "... modifié par l'article 33, 2°, de la loi du 8 mars 1951 ..." in plaats van "modifié par l'article 33, 2°, de la loi du 8 mars ...".

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	L. MOUREAU,		conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	G. VAN BUNNEN,		conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	K. MEES,			
	P. ANSIAUX,		assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J. ROLAND,			
Madame : Mevrouw :	J. DE KOSTER,		greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H.ROUSSEAU, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.ROUSSEAU, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) L. MOUREAU.